



**RAPPORT D'ANALYSE DE L'ENQUETE POST DISTRIBUTION
MONITORING PDM 2013**

Troisième passage

Février 2014

Sigles et abréviations

BF	B lanket F eeding ou Aliment de Couverture
CFW	C ash F or W ork
CRENAM	C entre de R écupération N utritionnelle A mbulatoire M odérée
CSB+	Supercéréral : mélange de céréale et de soja (farine)
CSB++	Supercéréral plus : c'est du supercéréral enrichi
CSI	C oping S trategy I ndex
CT	C ash T ransfert ou Distribution Inconditionnelle d'Argent
DGC	D istribution G ratuite C iblée
DNPGCA	D ispositif N ational de P révention et de G estion des C rises A limentaires
FCS	F ood C onsumption S core
FFW	F ood F or W ork
HEA	H ousehold E conomy A pproach ou Analyse de l'Économie des Ménages
INS	Institut N ational de la S tatistique
IRA	Infection R espiratoire A iguë
OMS	O rganisation M ondiale de la S anté
ONG	O rganisation N on G ouvernementale
PAM	P rogramme A limentaire M ondial
PDM	P ost D istribution M onitoring ou Suivi Après Distribution
SAP	S ystème d' A lerte P récoce
UBT	U nité de B étail T ropical

Table des matières

Sigles et abréviations	1
Liste des tableaux	4
Liste des graphiques	5
INTRODUCTION	6
A. OBJECTIFS ET RESULTATS ATTENDUS DE L'ENQUETE	7
I. Objectifs de l'enquête PDM	7
II. Résultats attendus	7
III. METHODOLOGIE DE L'ENQUETE	8
III.1 Définition des principaux concepts utilisés	8
III.2. Populations cibles et échantillonnage	9
III.3. Formation des agents enquêteurs et collecte des données	11
III.4 Difficultés rencontrées	11
B. PRINCIPAUX RESULTATS DE L'ENQUETE	13
I. Répartition de l'échantillon enquêté	13
II Accès aux aides humanitaires	14
II.1. Réception de la dernière distribution des rations	14
II.2. Nombre de distributions reçues	14
II.3. Quantités et montant reçus par les ménages	15
II.4. Personnes ayant réceptionné les rations	16
III. Coûts d'opportunités	18
III.1. Temps mis en aller et retour pour recevoir la ration au site de distribution	18
III.2. Temps mis pour recevoir la ration sur le site de distribution	19
III.3. Coûts liés au transport et à la réception de la ration DGC/BF	20
III.4. Coûts liés au déplacement vers le site de distribution de la ration CT/BF	22
III.5. Respect des échéances par les partenaires de distribution	23
IV. Utilisation de la dernière ration	23
IV.1. Utilisation de la DGC	24
IV.2. Utilisation de la dernière ration de CT	25
IV.3. Personnes ayant décidé de l'utilisation de la dernière ration	26
IV.4. Temps de couverture des rations	27
IV.4.2 Temps couvert par la ration de CT (en jours)	28
IV.4.3. Temps couvert par la ration BF enfant (en jours)	28
IV. 4.4 Temps couvert par la ration BF femme (en jours)	29

IV.5. Fréquence de ravitaillement des ménages.....	30
IV.6. Utilisation de la dernière ration de BF.....	30
IV.7. Consommation de la dernière ration enfant BF.....	32
IV.8. Personne ayant décidé de l'utilisation de la dernière ration enfant de BF ..	33
IV.9. Insuffisance de la ration BF enfant et motifs	34
IV.10.Type de préparation faite de la ration BF enfant	35
IV.11. Type de préparation faite de la ration BF femme	36
V. Stratégies de survie, d'adaptation et endettement des ménages	37
V.1. Les stratégies à court terme	37
V.2. Les stratégies à moyen terme et endettement.....	39
VI. Consommation alimentaire des ménages	40
VII. Prévalence de la malnutrition chez les enfants de 6 à 26 mois	42
VII.1. Malnutrition aigüe ou émaciation (P/T)	42
VII.2. Prévalence de la malnutrition chronique.....	43
VIII. Mortalité rétrospective	43
VIII.1. Calcul du taux de mortalité rétrospectif.....	43
VIII.2. Taux de mortalité brut.....	44
VIII.3. Taux de mortalité chez les enfants	44
IX. Morbidité des enfants	44
CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS.....	46

Liste des tableaux

Tableau 1: Répartition de l'échantillon par région et selon le type de ménages	13
Tableau 2: Réception des dernières distributions des rations.....	14
Tableau 3: Nombre de distributions reçues	15
Tableau 4: Quartiles des quantités reçues	15
Tableau 5: Temps mis en aller et retour pour recevoir la ration au site de distribution	19
Tableau 6: Temps mis pour recevoir la ration sur le site de distribution	20
Tableau 7: Coûts liés au transport et à la réception de la ration DGC/BF.....	21
Tableau 8: Respect des échéances par les partenaires de distribution	23
Tableau 9: Utilisation de la dernière ration de CT	25
Tableau 10: Personnes ayant décidé de l'utilisation de la dernière ration de DGC et de CT	27
Tableau 11: Fréquence de ravitaillement des ménages.....	30
Tableau 12: Consommation de la dernière ration enfant BF.....	32
Tableau 13: Personne ayant décidé de l'utilisation de la dernière ration enfant de BF	33
Tableau 14: Insuffisance de la ration BF enfant et motifs.....	34
Tableau 15: Type de préparation faite de la ration BF enfant.....	35
Tableau 16: Fréquence journalière de préparation de la bouillie pour l'enfant.....	36
Tableau 17: Type de préparation faite de la ration BF femme.....	37
Tableau 18: Les stratégies à court terme	38
Tableau 19: Les stratégies à moyen terme	39
Tableau 20: Food Consumption Score des ménages	40
Tableau 21: Diversité alimentaire des ménages	41
Tableau 22: États nutritionnels des enfants	42
Tableau 23: Taux de mortalité.....	44
Tableau 24: Morbidité des enfants.....	45

Liste des graphiques

Graphique 1: Personnes ayant réceptionné la ration DGC:.....	16
Graphique 2: Personne ayant réceptionné la ration CT.....	17
Graphique 3: Personne ayant réceptionné la ration BF	18
Graphique 4: Ménages ayant payé pour recevoir la ration DGC/BF	22
Graphique 5: Ménages ayant payé pour se rendre sur le site de distribution de la ration CT/BF.....	22
Graphique 6: Utilisation des céréales	24
Graphique 7: Utilisation des légumineuses.....	24
Graphique 8: Utilisation de l'huile	25
Graphique 9: Parts du CT consacrées aux priorités	26
Graphique 10: Temps couvert par la ration DGC en jours	28
Graphique 11: Temps couvert par la ration CT	28
Graphique 12: Temps couvert par la ration BF enfant	29
Graphique 13: Temps couvert par la ration BF enfant	29
Graphique 14: Utilisation de la dernière ration enfant de BF	31
Graphique 15: Utilisation de la dernière ration femme de BF	31

INTRODUCTION

Pour faire face à la situation précaire de sécurité alimentaire et nutritionnelle pendant la période de soudure 2013 (juin à septembre) et conformément au plan de soutien qui définit le cadre de l'assistance pour cette année, le Programme Alimentaire Mondial (PAM Niger) a mis en œuvre une stratégie intégrée d'assistance alimentaire et nutritionnelle. Ainsi, en coordination avec d'autres acteurs, le PAM a effectué, de juin à septembre 2013, des distributions alimentaires gratuites ciblées (DGC) et des transferts monétaires équivalents en cash (CT), au profit d'environ un million (1.000.000) de ménages en insécurité alimentaire sévère. En plus, une supplémentation alimentaire généralisée « Blanket feeding » (BF) a été distribuée aux enfants de 6 à 23 mois d'âge et aux femmes allaitantes ayant des enfants de moins de 6 mois d'âge. Il faut cependant préciser que seuls les ménages déjà identifiés pour recevoir la DGC ou le CT sont susceptibles de recevoir la ration de BF.

Tirant les leçons de ces expériences, le PAM compte mettre en place cette année, un système de suivi et d'évaluation du programme, communément appelé Post-Distribution Monitoring (PDM). Ce système permet au PAM d'une part, d'évaluer la qualité du processus de mise en œuvre de ses activités et en cas de besoins, de prendre des décisions rapides en vue de son amélioration ; et d'autre part, de mesurer les effets immédiats de son programme d'aide. Il pourra ainsi fournir au gouvernement, aux donateurs et autres partenaires, des informations sur l'efficacité et l'impact de ses opérations.

Pour comprendre et mesurer les changements intervenus à la suite des interventions du PAM et capitaliser les expériences acquises, l'Institut National de la Statistique (INS) organise chaque année, à la demande du PAM, une enquête PDM. C'est une enquête de type longitudinal avec trois (3) passages auprès de ménages bénéficiaires des opérations de distribution du PAM et de ménages non bénéficiaires.

Le présent rapport présente les résultats issus du troisième (3^{ème}) passage de l'enquête 2013 et fait suite aux rapports du premier (1^{er}) passage élaboré en novembre 2013 et celui du deuxième (2^{ème}) passage produit en décembre 2013. Il rappelle d'abord les objectifs et la méthodologie de l'enquête PDM, avant d'analyser les résultats dudit passage.

A. OBJECTIFS ET RESULTATS ATTENDUS DE L'ENQUETE

I. Objectifs de l'enquête PDM

L'objectif principal de cette enquête PDM 2013 est de comprendre et de mesurer les changements dus aux interventions du PAM notamment la DGC, le CT et le BF.

Les objectifs spécifiques sont :

- évaluer la malnutrition, la morbidité et la mortalité des enfants âgés 6 à 23 mois ;
- apprécier les modalités d'exécution et de l'efficacité des opérations de distribution assurées par les partenaires ;
- capitaliser les expériences et leçons apprises pour améliorer les opérations en temps réel.

II. Résultats attendus

Les principaux résultats attendus de cette enquête sont:

- J les caractéristiques démographiques et socio-économiques des ménages cibles et témoins sont déterminées ;
- J les conditions d'accès des ménages à l'assistance, l'utilisation qu'ils font de l'aide reçue, les coûts d'opportunité, leur perception de l'aide ainsi que leur appréciation du ciblage sont connus;
- J les dépenses en cash et en nature des ménages cibles sont estimées;
- J les stratégies de survie et d'adaptation des ménages cibles et témoins face aux difficultés alimentaires ainsi que la diversité de leur consommation alimentaire sont connues;
- J l'évaluation des taux de malnutrition, de morbidité et de mortalité parmi les enfants de 6-23 mois au niveau régional est faite;
- J l'attitude démontrée par les parents en cas de maladie de l'enfant en matière de recherche de conseils ou traitements est connue.

III. METHODOLOGIE DE L'ENQUETE

III.1 Définition des principaux concepts utilisés

Toute enquête statistique repose sur un certain nombre de concepts et définitions. Certains sont des concepts « standards », d'autres par contre sont propres à l'étude. Ainsi, dans le cadre de cette enquête, certains concepts définissent des caractéristiques collectives et d'autres des caractéristiques individuelles.

III.1.1 Concepts et définitions des caractéristiques collectives

III.1.1.1 Localité :

Une localité représente un site habité (quartier, partie d'un quartier, village administratif, hameau, campement, point d'eau) selon le dernier RGPH (RGP/H-2012).

III.1.1.2 Zone de Dénombrement (ZD) :

Selon sa formulation générale dans la base de sondage du 4^{ème} RGP/H-2012, une ZD est une localité ou un regroupement de plusieurs localités. Elle est la plus petite unité géographique créée pour les besoins du RGPH et utilisée lors des enquêtes.

III.1.1.3 Grappe

Une grappe est une Zone de Dénombrement (lorsque la ZD n'est pas segmentée), ou une partie de la ZD lorsque celle-ci est segmentée. Elle est la plus petite unité aréolaire.

III.1.1.4 Ménage

Un ménage (ordinaire) est un ensemble de personnes apparentées ou non reconnaissant l'autorité d'un même individu appelé "Chef de ménage". Ces personnes habitent le plus souvent sous un même toit, dans la même cour ou dans la même concession. Elles prennent le plus souvent leurs repas ensemble et partagent les dépenses courantes du ménage.

III.1.1.5 Chef de ménage

Le chef de ménage est la personne déclarée et reconnue comme telle par les autres membres du ménage. Il détient généralement l'autorité, le pouvoir économique. Il n'est pas forcément le plus âgé.

III.1.1.6 Ménage cible

Un ménage cible ou bénéficiaire est un ménage ayant les qualités ou les caractéristiques pour bénéficier des opérations de distribution organisées par le PAM (du paquet BF et cash ou du paquet BF et vivres). Il est considéré comme parmi les ménages très pauvres de la localité.

III.1.1.7 Ménage témoin

Un ménage témoin ou non bénéficiaire est un ménage n'ayant, au moment du passage de l'agent enquêteur, bénéficié d'aucune assistance du PAM ou de programmes similaires mis en œuvre par d'autres partenaires. Il est supposé être parmi les ménages pauvres de la localité.

III.1.2 Caractéristiques individuelles

III.1.2.1 Age :

L'âge est le nombre d'années vécues par une personne à partir de sa naissance. On l'obtient soit :

- en demandant la date de naissance précise (jour, mois, année) ;
- en regardant le carnet/carte de naissance ;
- en demandant celui atteint au dernier anniversaire ;
- à l'aide du calendrier historique.

III.1.2.2 Sexe :

Le sexe est l'état d'une personne d'être un homme ou une femme

III.1.2.3 Situation matrimoniale :

La situation matrimoniale ou statut matrimonial (état matrimonial) est l'état d'une personne (par rapport au mariage selon les lois et coutumes locales) d'être :

- célibataire : c'est-à-dire une personne n'ayant jamais été mariée ;
- marié : être lié (e) à une autre personne de sexe contraire par le mariage selon les lois et coutumes ou les religions. Dans le cadre des hommes mariés, on distingue des mariés monogames (une seule épouse) ou polygames (deux ou plusieurs épouses) ;
- Veuf/ve : qui a perdu son époux (se) et qui ne s'est jamais remarié (e) ;
- Divorcé (e) qui a rompu le mariage et ne s'est pas remarié (e) ;
- Séparé (e) dont la rupture légale ou coutumière du mariage n'a pas été prononcé.

III.1.2.4 Occupation :

L'occupation désigne le genre de travail effectué par une personne pendant la période de référence. Si quelqu'un a fait état de plusieurs occupations pendant la période référence, l'occupation principale est celle à laquelle il a consacré le plus de temps.

III.1.2.5 Branche d'activité :

La branche d'activité désigne l'activité de l'établissement ou de l'entreprise où la personne a travaillé pendant la période de référence.

III.2. Populations cibles et échantillonnage

L'enquête PDM est une étude de type longitudinal avec trois (3) passages dans les mêmes ménages. Elle cherche à mesurer l'impact du paquet d'activités constitué par les transferts inconditionnels de vivres ou de cash aux ménages qui

accompagnent des fois, la ration de Blanket Feeding exclusivement destinée aux enfants âgés de 6 à 23 mois et aux femmes enceintes ou allaitantes d'enfants de moins de 6 mois. Elle permet ainsi de faire des comparaisons entre les ménages cibles (bénéficiaires du paquet BF et cash ou du paquet BF et vivres) et les ménages témoins (ou non bénéficiaires) à chaque passage d'une part, et entre les trois (3) passages d'autre part.

Le premier (1^{er}) passage de l'enquête PDM 2013 dont la collecte a eu lieu en juin-juillet 2013, était une enquête de référence intervenue avant le début des distributions des rations d'assistance de la part des partenaires du PAM. Il a concerné les villages des ménages devant bénéficier de la ration du Blanket Feeding (ménages bénéficiaires ou cibles) et les ménages non bénéficiaires vivant dans des villages ayant les mêmes caractéristiques que ceux des ménages bénéficiaires. A l'issue de ce passage un rapport a été élaboré.

Au deuxième (2^{ème}) passage, dont la collecte s'était déroulée du 30 août au 20 septembre 2013, il s'est agi de réinterroger les mêmes ménages cibles qu'au premier (1^{er}) passage de l'enquête, sans possibilités de remplacement en cas de pertes d'unités statistiques ainsi que les ménages témoins qui sont pauvres et n'ayant pas bénéficié des programmes d'assistance du PAM ou de programmes similaires mis en œuvre par d'autres partenaire. La détermination des ménages dits pauvres est basée sur l'approche Household Economy Approach (HEA), ou Analyse de l'Economie des Ménages (AEM). Cette approche permet d'identifier les principaux déterminants socio-économiques de l'insécurité alimentaire et de la pauvreté. Les bénéficiaires correspondent à des ménages classés très pauvres et les non bénéficiaires à des ménages pauvres.

Le troisième (3^{ème}) passage de l'enquête PDM 2013, l'objet du présent rapport, a réinterrogé les mêmes unités qu'aux passages précédents, sans possibilités d'insertion de nouvelles unités.

Pour déterminer les tailles des échantillons des ménages cibles et des ménages témoins, les indicateurs de morbidité (prévalence de la fièvre, de la toux, de la diarrhée), de diversité alimentaire des ménages pauvres (FCS), de mortalité des enfants de 6-23 mois et de nutrition (MAG), obtenus pour les ménages au cours du PDM 2012, ont été utilisés. Pour les ménages cibles, l'échantillon final garantit la

représentativité régionale pour tous les indicateurs. Quant à l'échantillon des ménages témoins, il est représentatif au niveau national.

Ainsi, au premier (1^{er}) degré, il a été procédé au tirage systématique de 193 villages dans les villages bénéficiaires et 82 dans les villages témoins. Dans chaque village cible échantillon, il a été réinterrogé 20 ménages. Dans chaque village témoin, 13 ménages non bénéficiaires ont été interviewés.

III.3. Formation des agents enquêteurs et collecte des données

III.3.1 Formation des enquêteurs

La formation des agents enquêteurs, au nombre de 66, a eu lieu du 21 au 26 octobre 2013 et a donc duré six (6) jours dont un (1) jour de pré-test et un (1) autre de test de standardisation. Elle était conjointement assurée par des cadres de l'INS et du PAM. Dans sa partie théorique, cette formation a traité d'aspects tels que la méthodologie d'échantillonnage, les techniques d'interview, de prises de mesures anthropométriques et de l'utilisation des Personal Digital Assistant (PDA) avec lesquels la collecte a été faite.

Pour le pré-test, l'équipe d'encadrement et les enquêteurs, constitués en deux (2) groupes, se sont rendus dans des localités bénéficiaires de la région de Tillabéri. Le test de standardisation a également été fait suivant le même schéma dans deux (2) localités environnantes de Niamey.

III.3.2 Collecte des données

La collecte des données s'est déroulée du 1^{er} au 19 novembre 2013 et a été assurée par 15 équipes, composées chacune d'un (1) chef d'équipe, d'un (1) enquêteur, d'un (1) mesureur, d'un (1) assistant mesureur et d'un (1) chauffeur.

Une mission conjointe de supervision d'une dizaine de jours a été menée par les cadres de l'INS et du PAM, afin d'apprécier la qualité des données recueillies et d'apporter des solutions aux problèmes rencontrés sur le terrain par les équipes de collecte.

III.4 Difficultés rencontrées

Les difficultés rencontrées sont de trois (3) ordres. Il y a d'abord les difficultés inhérentes à la période de collecte des données. La collecte a en effet été organisée au cours du mois d'août 2013, mois de fortes précipitations. L'accès à certaines zones était difficile, voire impossible, suite à la dégradation de l'état des

routes. Compte tenu de cette situation, certaines équipes étaient obligées d'attendre la baisse des précipitations et la décrue de certains marigots et mares, pour retourner sur le terrain afin d'achever la collecte. Le deuxième (2^{ème}) type de difficultés rencontrées est en fait corrélé au premier (1^{er}). En effet, avec la saison des pluies, certains ménages, pourtant échantillonnés au premier (1^{er}) passage et même au deuxième (2^{ème}) passage, se sont déplacés pour aller dans d'autres localités où se trouvent leurs champs. Ceci a conduit à un taux de déperdition de 9% constaté entre le deuxième (2^{ème}) passage et le troisième (3^{ème}) passage. Enfin, le troisième (3^{ème}) type de difficultés était lié à l'état de certains PDA qui étaient défectueux, retardant ainsi les travaux.

B. PRINCIPAUX RESULTATS DE L'ENQUETE

Ce chapitre porte sur le nombre de ménages (bénéficiaires et non bénéficiaires) enquêtés, l'accès aux aides humanitaires, les types d'assistance reçue par les bénéficiaires, les coûts d'opportunité tiré de cette assistance, l'utilisation de la dernière ration, la perception des bénéficiaires sur les distributions des aides alimentaires, leur connaissance de l'utilisation des rations, les stratégies de survie et d'adaptation des ménages en insécurité alimentaire, la prévalence de la malnutrition chez les enfants de 6 à 26 mois et la mortalité rétrospective des ménages.

I. Répartition de l'échantillon enquêté

Le troisième (3^{ème}) passage de l'enquête PDM 2013 devant interroger les mêmes unités qu'aux passages précédents. Le tableau suivant donne les effectifs des ménages ayant été effectivement interviewés.

Tableau 1: Répartition de l'échantillon par région et selon le type de ménages

		Bénéficiaires (1)	Témoins	Total	Cibles non servies (2) %=(2)/(1)*100
Agadez	Effectif	374	0	374	178
	%	100,0	,0	100,0	47,6
Diffa	Effectif	480	177	657	0
	%	73,1	26,9	100,0	,0
Dosso	Effectif	478	162	640	14
	%	74,7	25,3	100,0	2,9
Maradi	Effectif	430	179	609	102
	%	70,6	29,4	100,0	23,7
Tahoua	Effectif	485	168	653	21
	%	74,3	25,7	100,0	4,3
Tillabéri	Effectif	511	166	677	4
	%	75,5	24,5	100,0	,8
Zinder	Effectif	557	196	753	7
	%	74,0	26,0	100,0	1,3
Ensemble	Effectif	3315	1048	4363	326
	%	76,0	24,0	100,0	9,8

Au total, 3315 ménages devant bénéficier d'au moins un (1) des types d'aide du PAM (DGC, CT ou BF) ont été enquêtés. Cet effectif représente 89 % de l'ensemble des ménages bénéficiaires identifiés lors de l'enquête *baseline*. S'agissant des ménages témoins, la quasi-totalité a été retrouvée à ce passage.

II Accès aux aides humanitaires

Cette partie il est question des types d'assistance reçue par les ménages.

II.1. Réception de la dernière distribution des rations

Le tableau n°2 ci-dessous renseigne sur les effectifs des ménages enquêtés au troisième (3^{ème}) passage qui ont bénéficié de la DGC, du CT ou du BF au cours de l'année 2013. Ainsi, 1743 ménages, soit 52,6 % des ménages cibles enquêtés ont bénéficié de la ration DGC, 41 % ont reçu le CT et 78,3 % le BF.

Tableau 2: Réception des dernières distributions des rations

		DGC	CT	BF
Agadez	Effectif	269	-	252
	%	15,4	-	9,7
Diffa	Effectif	478	-	422
	%	27,4	-	16,3
Dosso	Effectif	174	292	385
	%	10,0	21,5	14,8
Maradi	Effectif	115	285	339
	%	6,6	21,0	13,1
Tahoua	Effectif	217	246	355
	%	12,4	18,1	13,7
Tillabéri	Effectif	322	168	464
	%	18,5	12,4	17,9
Zinder	Effectif	168	369	377
	%	9,6	27,1	14,5
Ensemble	Effectif	1743	1360	2594
	%	100,0	100,0	100,0

II.2. Nombre de distributions reçues

Pour la DGC et le BF, l'essentiel des ménages ont bénéficié de quatre (4) distributions au troisième passage de l'enquête PDM. En effet, plus de neuf (9) ménages sur dix (10) ont reçu quatre (4) fois la DGC et presque 72 % des ménages concernés ont reçu autant de fois le BF. Pour le CT par contre, si la moitié des ménages déclarent en avoir bénéficié quatre (4) fois, l'autre moitié n'en a reçu que trois (3) fois au troisième (3^{ème}) passage.

Tableau 3: Nombre de distributions reçues

		Une fois			Deux fois			Trois fois			Quatre fois		
		DGC	CT	BF	DGC	CT	BF	DGC	CT	BF	DGC	CT	BF
Agadez	Effectif	1	-	1	0	-	6	1	-	4	267	-	240
	%	0,4	-	0,4	0,0	-	2,4	0,4	-	1,6	99,3	-	95,6
Diffa	Effectif	0	-	0	0	-	3	7	-	9	471	-	407
	%	0,0	-	0,0	0,0	-	0,7	1,5	-	2,1	98,5	-	97,1
Dosso	Effectif	0	0	3	0	0	10	0	238	238	174	52	135
	%	0,0	0,0	0,8	0,0	0,0	2,6	0,0	82,1	61,7	100,0	17,9	35,0
Maradi	Effectif	0	0	1	0	1	61	0	112	87	115	166	190
	%	0,0	0,0	0,3	0,0	0,4	18,0	0,0	40,1	25,7	100,0	59,5	56,0
Tahoua	Effectif	0	0	0	0	0	2	4	100	57	213	142	295
	%	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,6	1,8	41,3	16,1	98,2	58,7	83,3
Tillabéri	Effectif	0	0	4	0	1	9	95	71	172	227	89	278
	%	0,0	0,0	0,9	0,0	0,6	1,9	29,5	44,1	37,1	70,5	55,3	60,0
Zinder	Effectif	1	2	2	0	0	4	1	144	55	166	215	318
	%	0,6	0,6	0,5	0,0	0,0	1,1	0,6	39,9	14,5	98,8	59,6	83,9
Ensemble	Effectif	2	2	11	0	2	95	108	665	622	1633	664	1863
	%	0,1	0,2	0,4	0,0	0,2	3,7	6,2	49,9	24,0	93,7	49,8	71,9

II.3. Quantités et montant reçus par les ménages

Par rapport à la dernière distribution de la DGC, il ressort des données du tableau n°4 ci-dessous qu'un (1) ménage bénéficiaire sur quatre (4) a reçu moins de 50 kg de céréales et que trois (3) sur quatre (4) ont bénéficié de moins de 100 kg de céréales. La moitié des ménages a reçu moins de 2,76 kg d'huile et seulement un quart (1/4) a bénéficié de plus de 4 kg. Quant aux légumineuses, 25 % des ménages ayant bénéficié ont reçu moins de 5 kg et 75 % moins de 18 kg. Ainsi, très peu de ménages ont reçu la quantité prévue.

Tableau 4: Quartiles des quantités reçues

		Quartile 1	Quartile 2	Quartile 3
DGC (g)	Céréales	50 000	75 000	100 000
	Huile	1 380	2 760	4 000
	Légumineuse	5 000	10 000	18 000
BF (g)	Supercéréral	0,0	0,0	0,0
	Huile	0,0	0,0	0,0
	Supercéréral +	6 000	6 000	6 000
	CT (FCFA)	23 250	32 500	37 200

S'agissant du BF, le supercéréral et l'huile n'ont pas été distribués à au moins 75 % des ménages bénéficiaires. Néanmoins, au moins trois (3) ménages sur quatre (4) ont reçu la ration normale de 6 kg de supercéréral plus.

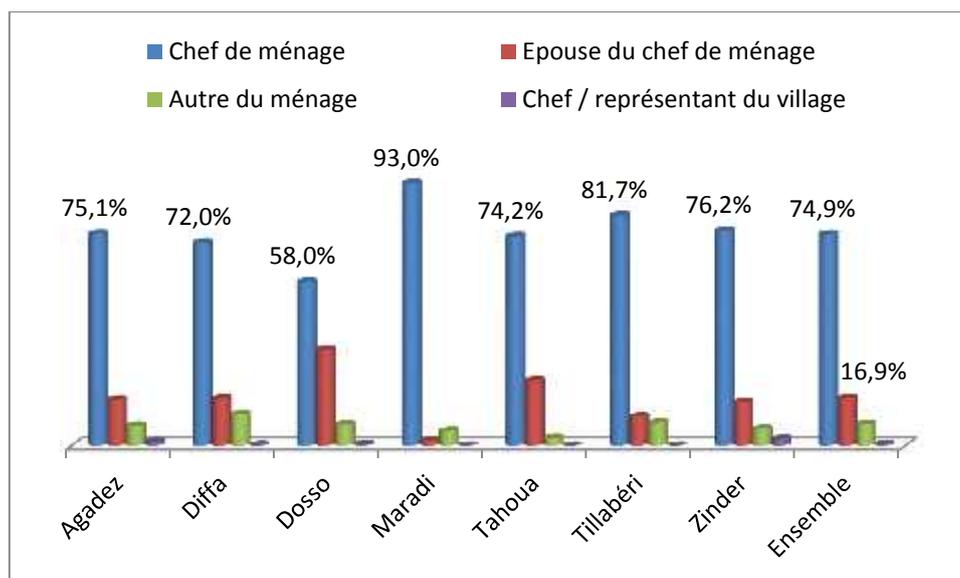
Par rapport au CT, la moitié des bénéficiaires a reçu moins de 32500 F.CFA et seulement 25 % ont reçu plus de 37200 F.CFA

II.4. Personnes ayant réceptionné les rations

Dans l'ensemble, ce sont les chefs de ménages qui ont réceptionné la ration de DGC. C'est le cas pour environ trois (3) ménages sur quatre (4). C'est à Dosso que cette proportion reste la plus faible avec 58 % de cas ; elle atteint son maximal à Maradi avec 93 % de cas.

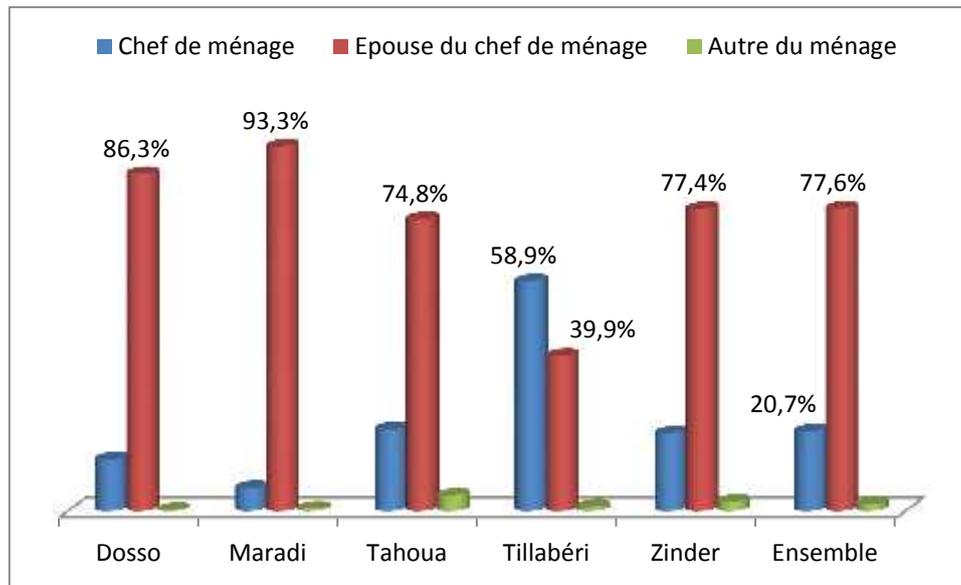
II.4.1 Personnes ayant réceptionné la ration DGC

Graphique 1: Personnes ayant réceptionné la ration DGC:



II.4. 2 Personnes ayant réceptionné la ration CT

Graphique 2: Personne ayant réceptionné la ration CT

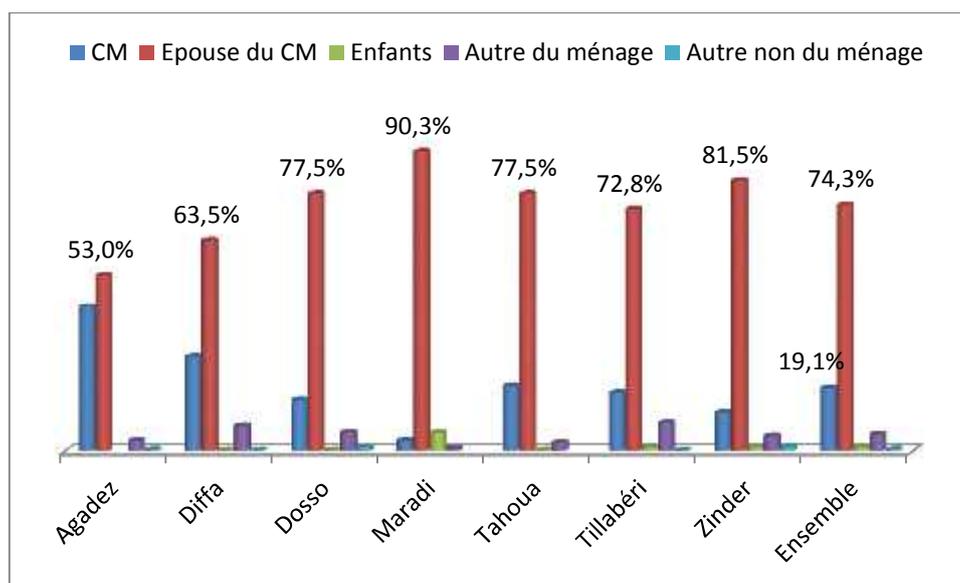


Pour la ration de CT, dans 77,6 % des cas, ce sont les épouses des chefs de ménages qui ont reçu l'argent. Cette proportion atteint jusqu'à 93,3 % à Maradi. En la matière, la région de Tillabéri se distingue des autres avec plus de ménages où ce sont plutôt les chefs qui ont réceptionné l'argent. On a des proportions respectives de 58,9 et de 39,9 %.

II.4. 3. Personnes ayant réceptionné la ration BF

Dans l'ensemble, ce sont les épouses des chefs de ménages qui ont réceptionné la ration de BF, c'est le cas pour 74,3 % des ménages alors que pour 19,1 %, ce sont les chefs de ménages qui ont réceptionné le BF. Suivant les régions, cette proportion varie de 53 % à Agadez à 90,3 % à Maradi.

Graphique 3: Personne ayant réceptionné la ration BF



III. Coûts d'opportunités

Cette section retrace les différents investissements en temps et/ou en argent que les bénéficiaires ont réalisés, pour bénéficier de la dernière distribution.

III.1. Temps mis en aller et retour pour recevoir la ration au site de distribution

Pour la majorité des ménages, le temps mis en aller et retour pour se rendre sur le site de distribution de la dernière ration n'excède pas une (1) heure, comme le montrent les données du tableau n°5 ci-dessous. C'est notamment le cas pour 66,9 % des ménages bénéficiaires de DGC/BF et pour 57,4 % des ménages bénéficiaires de CT/BF. Pour 31,9 % des bénéficiaires de CT/BF et pour 26,9 % des bénéficiaires de DGC/BF, le temps nécessaire pour aller et revenir du lieu de distribution varie entre une (1) heure et deux heures.

Tableau 5: Temps mis en aller et retour pour recevoir la ration au site de distribution

		Moins d'une heure		Une à deux heures		Plus de deux heures	
		DGC/BF	CT/BF	DGC/BF	CT/BF	DGC/BF	CT/BF
Agadez	Effectif	218	-	37	-	14	-
	%	81,0	-	13,8	-	5,2	-
Diffa	Effectif	300	-	158	-	20	-
	%	62,8	-	33,1	-	4,2	-
Dosso	Effectif	123	216	32	59	19	17
	%	70,7	74,0	18,4	20,2	10,9	5,8
Maradi	Effectif	51	137	63	96	1	52
	%	44,3	48,1	54,8	33,7	0,9	18,2
Tahoua	Effectif	153	124	64	94	0	28
	%	70,5	50,4	29,5	38,2	0,0	11,4
Tillabéri	Effectif	223	111	80	56	19	1
	%	69,3	66,1	24,8	33,3	5,9	0,6
Zinder	Effectif	98	193	35	129	35	47
	%	58,3	52,3	20,8	35,0	20,8	12,7
Ensemble	Effectif	1166	781	469	434	108	145
	%	66,9	57,4	26,9	31,9	6,2	10,7

C'est dans la région de Maradi que plus de bénéficiaires de DGC/BF mettent plus d'une (1) heure pour rejoindre le lieu de distribution. Dans cette région, 54,8 % de ces ménages mettent une (1) à deux (2) heures pour aller et revenir du lieu de distribution de la ration.

III.2. Temps mis pour recevoir la ration sur le site de distribution

Les données du tableau n°6 ci-dessous montrent, qu'il s'agisse des ménages bénéficiaires de DGC/BF ou de CT/BF, plus de 30 % mettent plus de deux (2) heures pour recevoir la ration une fois sur le site de distribution. Près d'un (1) ménage sur deux (2), bénéficiaires de DGC/BF, passe une (1) à deux (2) heures pour recevoir la ration. Cette proportion est de 51,3% pour les bénéficiaires de CT/BF.

Tableau 6: Temps mis pour recevoir la ration sur le site de distribution

		Moins d'une heure		Une à deux heures		Plus de deux heures	
		DGC/BF	CT/BF	DGC/BF	CT/BF	DGC/BF	CT/BF
Agadez	Effectif	102	-	120	-	47	-
	%	37,9	-	44,6	-	17,5	-
Diffa	Effectif	126	-	228	-	124	-
	%	26,4	-	47,7	-	25,9	-
Dosso	Effectif	21	48	55	187	98	57
	%	12,1	16,4	31,6	64,0	56,3	19,5
Maradi	Effectif	5	18	39	136	71	131
	%	4,3	6,3	33,9	47,7	61,7	46,0
Tahoua	Effectif	19	51	160	157	38	38
	%	8,8	20,7	73,7	63,8	17,5	15,4
Tillabéri	Effectif	94	36	159	109	69	23
	%	29,2	21,4	49,4	64,9	21,4	13,7
Zinder	Effectif	13	78	77	108	78	183
	%	7,7	21,1	45,8	29,3	46,4	49,6
Ensemble	Effectif	380	231	838	697	525	432
	%	21,8	17,0	48,1	51,3	30,1	31,8

III.3. Coûts liés au transport et à la réception de la ration DGC/BF

Les résultats de l'enquête contenus dans le tableau n°7 ci-dessous montrent que sur l'ensemble des régions concernées, 37,9 % des ménages bénéficiaires de la DGC/BF ont dû payer 515 FCFA en moyenne pour transporter leur ration du lieu de distribution à leur domicile. Dans 96,1 % des cas, ce montant a été payé à un transporteur (docker, propriétaire de charrette etc.).

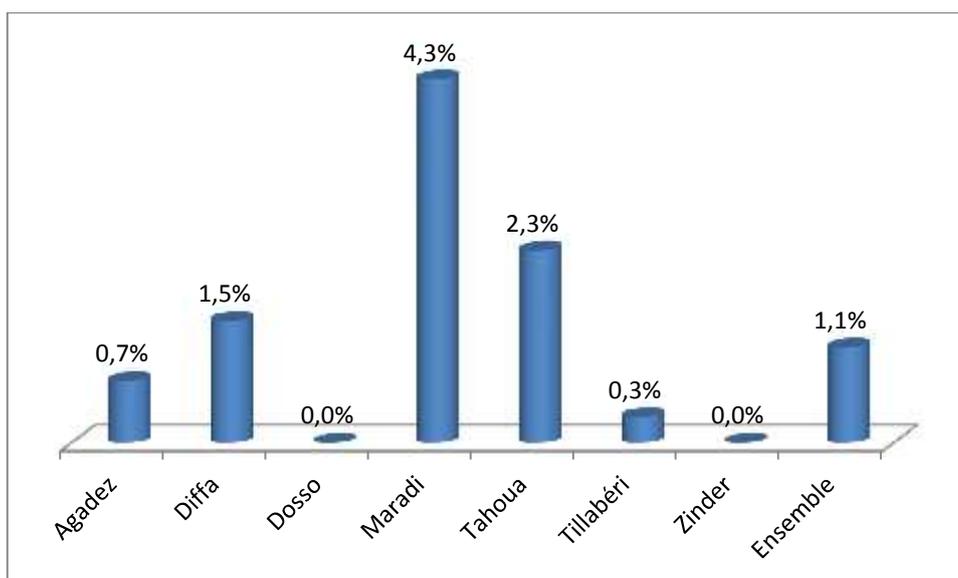
Tableau 7: Coûts liés au transport et à la réception de la ration DGC/BF

		Payer pour transporter la ration	montant moyen payé	Personne à qui les frais de transport sont payés			
				Autorité locale administrative ou coutumière	Agent d'ONG	Transporteurs	NSP
Agadez	Effectif	64	604	0	0	63	1
	%	23,8		0,0	0,0	98,4	1,6
Diffa	Effectif	258	656	9	1	244	4
	%	54,0		3,5	0,4	94,6	1,6
Dosso	Effectif	61	250	1	0	52	8
	%	35,1		1,6	0,0	85,2	13,1
Maradi	Effectif	46	327	0	1	45	0
	%	40,0		0,0	2,2	97,8	0,0
Tahoua	Effectif	57	619	0	0	57	0
	%	26,3		0,0	0,0	100,0	0,0
Tillabéri	Effectif	123	371	1	0	122	0
	%	38,2		0,8	0,0	99,2	0,0
Zinder	Effectif	52	412	0	0	52	0
	%	31,0		0,0	0,0	100,0	0,0
Ensemble	Effectif	661	515	11	2	635	13
	%	37,9		1,7	0,3	96,1	2,0

Suivant les régions, le coût moyen de transport varie de 250 FCFA à Dosso pour les 35,1 % de ménages concernés à 656 FCFA à Diffa pour les 54 % de ménages concernés.

S'agissant des coûts supportés par les ménages pour recevoir la dernière ration DGC/BF, le graphique suivant montre que seuls 1,1 % des ménages sont concernés par le phénomène.

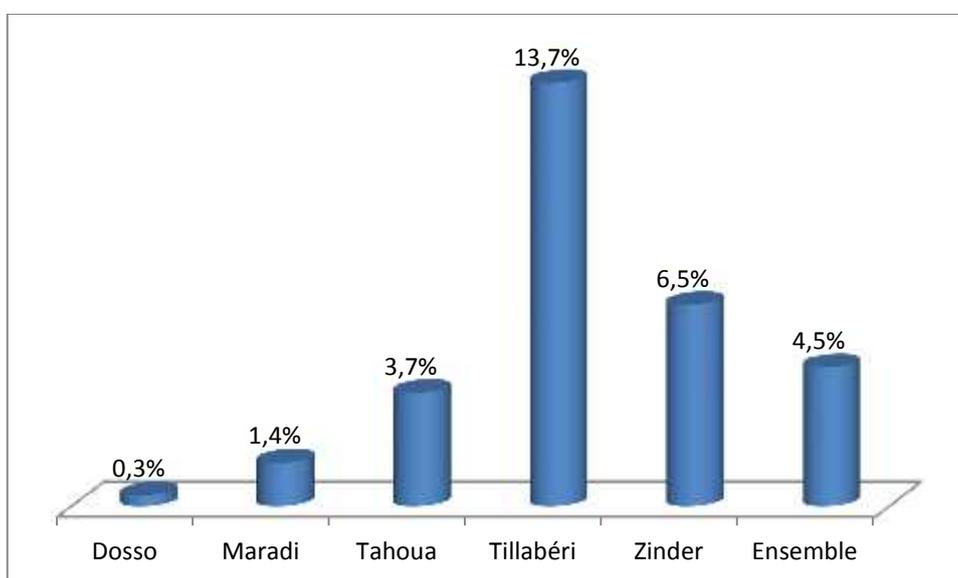
Graphique 4: Ménages ayant payé pour recevoir la ration DGC/BF



III.4. Coûts liés au déplacement vers le site de distribution de la ration CT/BF

Très peu de ménages ont déclaré avoir payé des frais de transport pour aller au site de la dernière distribution du cash. Ils représentent 4,5 % à l'échelle nationale, avec des variations allant de 0,3 % à Dosso à 13,7 % à Tillabéri comme indiqué par le graphique 5 ci-dessous.

Graphique 5: Ménages ayant payé pour se rendre sur le site de distribution de la ration CT/BF



III.5. Respect des échéances par les partenaires de distribution

Les données du tableau 8 ci-dessous montrent que pour la DGC/BF comme pour le CT/BF, 77 % des ménages ont affirmé que le partenaire leur a communiqué la période de distribution des rations. Pour plus de 98 % de ces ménages, le partenaire a respecté le rendez-vous.

Tableau 8: Respect des échéances par les partenaires de distribution

		Le partenaire d'exécution a communiqué la période de distribution		Le partenaire d'exécution a respecté la période	
		DGC/BF	CT/BF	DGC/BF	CT/BF
Agadez	Effectif	207	-	207	-
	%	77,0	-	100,0	-
Diffa	Effectif	337	-	330	-
	%	70,5	-	97,9	-
Dosso	Effectif	172	267	172	266
	%	98,9	91,4	100,0	99,6
Maradi	Effectif	114	178	114	173
	%	99,1	62,5	100,0	97,2
Tahoua	Effectif	182	234	182	233
	%	83,9	95,1	100,0	99,6
Tillabéri	Effectif	209	108	198	101
	%	64,9	64,3	94,7	93,5
Zinder	Effectif	129	260	129	255
	%	76,8	70,5	100,0	98,1
Ensemble	Effectif	1350	1047	1332	1028
	%	77,5	77,0	98,7	98,2

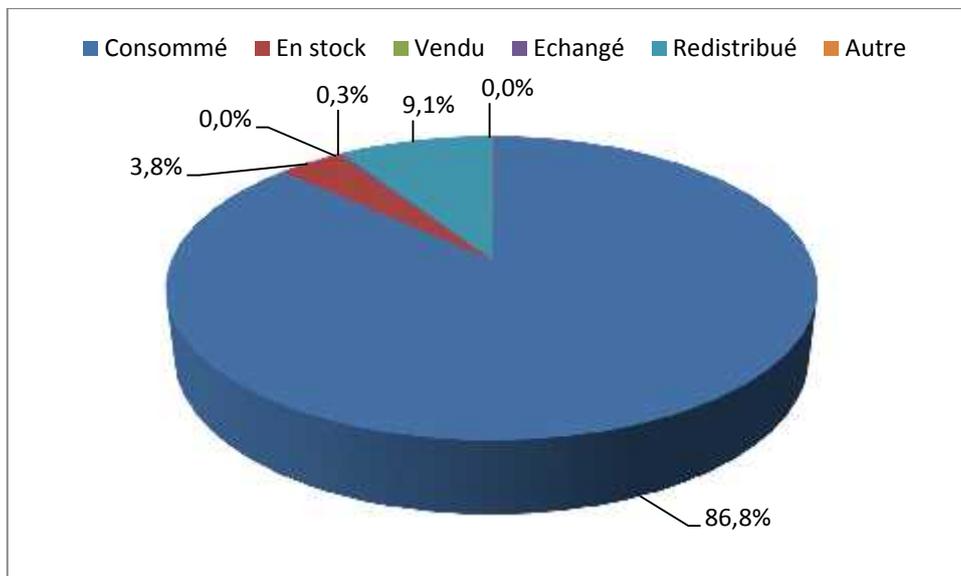
IV. Utilisation de la dernière ration

Au cours de la collecte, il a été demandé aux ménages les parts de la ration consacrées à chaque rubrique d'utilisation selon la technique des piles proportionnelles.

IV.1. Utilisation de la DGC

IV.1.1 Utilisation des céréales de la DGC

Graphique 6: Utilisation des céréales

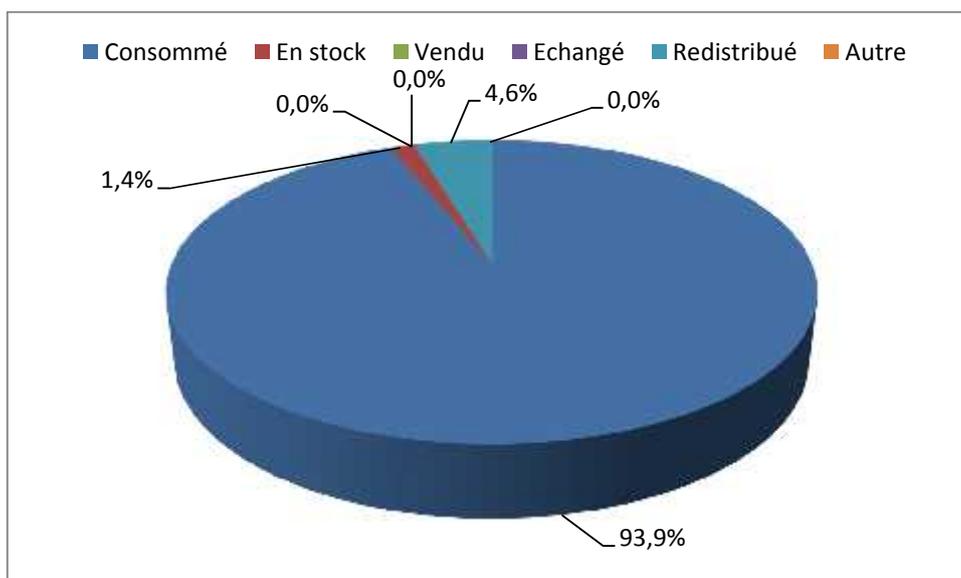


Des données du graphique 6 ci-dessus, il ressort qu'au moment de la collecte, 86,8 % de la quantité globale des céréales distribuées ont déjà été consommées ; 9,1 % ont été distribuées à d'autres ménages et 3,8 % étaient en stock.

IV.1.2. Utilisation des légumineuses de la DGC

S'agissant des légumineuses, 93,9 % ont été consommés et 4,6 % étaient redistribués à d'autres ménages.

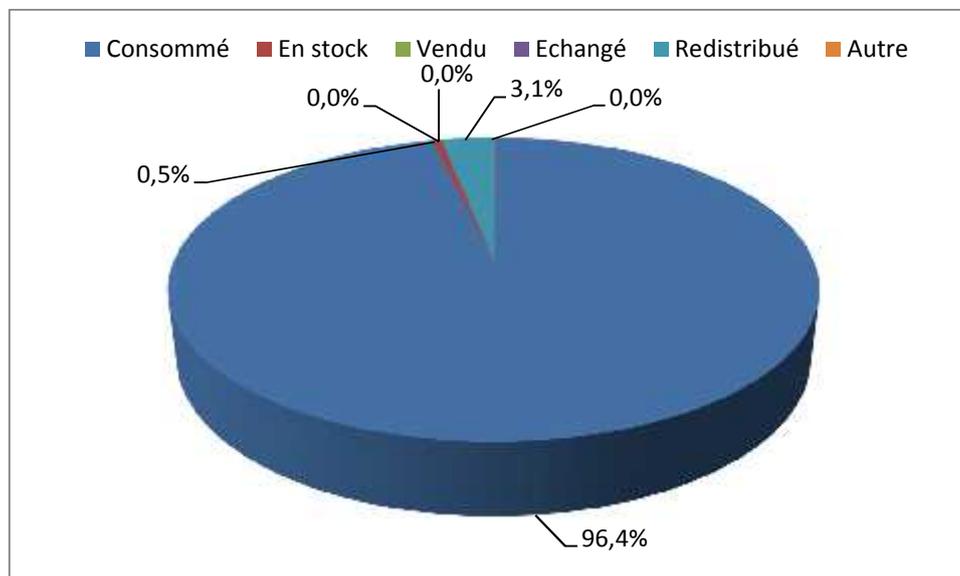
Graphique 7: Utilisation des légumineuses



IV.1.3. Utilisation de l'huile de la DGC

Pour ce qui est de l'huile de la dernière ration de DGC, en moyenne, 96,4 % du volume total était consommé et 3,1 % était partagé avec d'autres ménages.

Graphique 8: Utilisation de l'huile



Quelle que soit la denrée, on peut remarquer que les ménages ne procèdent ni à la vente ni à un échange de leurs rations et qu'au moment de la collecte, ils avaient presque consommé toutes leurs rations.

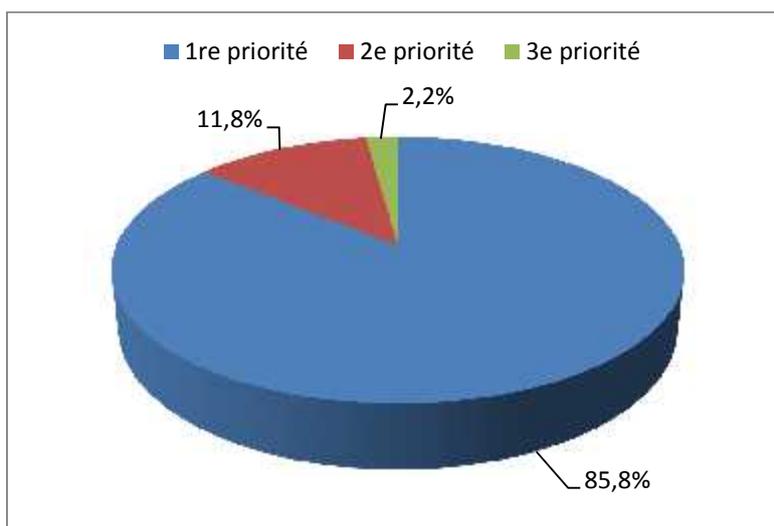
IV.2. Utilisation de la dernière ration de CT

Tableau 9: Utilisation de la dernière ration de CT

		Vivres	Cérémonies	Remboursement de dettes	Partage avec les voisins	Condiment	Autre
Dosso	Effectif	276	4	0	10	1	1
	%	94,5	1,4	0,0	3,4	0,3	0,3
Maradi	Effectif	281	2	2	0	0	0
	%	98,6	0,7	0,7	0,0	0,0	0,0
Tahoua	Effectif	243	0	1	0	0	2
	%	98,8	0,0	0,4	0,0	0,0	0,8
Tillabéri	Effectif	167	1	0	0	0	0
	%	99,4	0,6	0,0	0,0	0,0	0,0
Zinder	Effectif	360	1	5	1	0	2
	%	97,6	0,3	1,4	0,3	0,0	0,5
Ensemble	Effectif	1327	8	8	11	1	5
	%	97,6	0,6	0,6	0,8	0,1	0,4

Le tableau 9 ci-dessus révèle que l'achat de vivres constitue la première priorité à laquelle l'essentiel des ménages destinent le cash reçu. C'est le cas en effet pour 97,6 % d'entre eux. Ces derniers, comme le montre le graphique ci-dessous, consacrent 85,8 % de leur cash à cette priorité alors que 11,8 % du cash étaient destinés à l'achat de condiment qui constitue la deuxième priorité pour 41,3 % des ménages.

Graphique 9: Parts du CT consacrées aux priorités



IV.3. Personnes ayant décidé de l'utilisation de la dernière ration

Le choix de l'utilisation de la dernière ration de DGC reçue revient essentiellement aux chefs de ménages. En effet, dans 67,2 % des cas, ce sont les chefs de ménages qui décident de l'utilisation de la ration. Dans 13 % des cas ce sont les épouses des chefs de ménages qui ont décidé de l'utilisation et dans 19,2 % la décision a été conjointement prise par le couple.

Tableau 10: Personnes ayant décidé de l'utilisation de la dernière ration de DGC et de CT

		Chef de ménage		Épouse de CM		Le CM et son épouse		Autre	
		DGC	CT	DGC	CT	DGC	CT	DGC	CT
Agadez	Effectif	167	-	48	-	51	-	3	-
	%	62,1	-	17,8	-	19,0	-	1,1	-
Diffa	Effectif	243	-	92	-	143	-	0	-
	%	50,8	-	19,2	-	29,9	-	0,0	-
Dosso	Effectif	139	136	17	27	17	123	1	6
	%	79,9	46,6	9,8	9,2	9,8	42,1	0,6	2,1
Maradi	Effectif	85	151	10	42	20	91	0	1
	%	73,9	53,0	8,7	14,7	17,4	31,9	0,0	0,4
Tahoua	Effectif	167	179	21	20	29	46	0	1
	%	77,0	72,8	9,7	8,1	13,4	18,7	0,0	0,4
Tillabéri	Effectif	241	107	25	18	50	31	6	12
	%	74,8	63,7	7,8	10,7	15,5	18,5	1,9	7,1
Zinder	Effectif	129	202	13	30	24	137	2	0
	%	76,8	54,7	7,7	8,1	14,3	37,1	1,2	0,0
Ensemble	Effectif	1171	775	226	137	334	428	12	20
	%	67,2	57,0	13,0	10,1	19,2	31,5	0,7	1,5

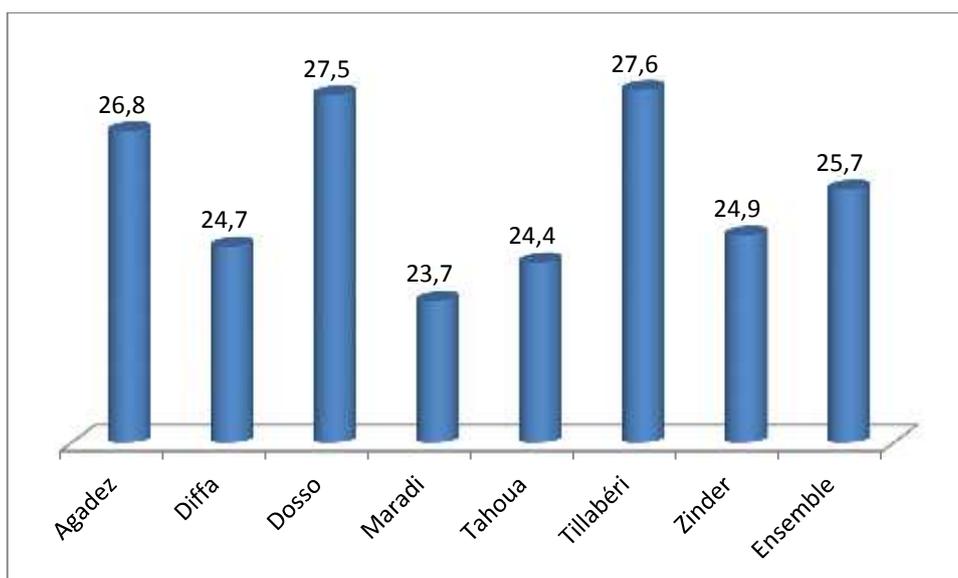
S'agissant du CT, dans 57 % des ménages, ce sont les chefs de ménages qui ont décidé de l'utilisation de l'argent ; dans 10,1 % c'est plutôt les épouses et la décision a été prise par les deux pour 31,5 % des ménages.

IV.4. Temps de couverture des rations

IV.4.1 Temps couvert par la ration DGC (en jours)

Les données du graphique 10 ci-dessus montrent que la ration DGC, à partir du jour de réception, couvre en moyenne 25,7 jours. Cette proportion varie d'une région à une autre. Elle est de 23,7 jours à Tahoua et 27,6 jours à Tillabéri.

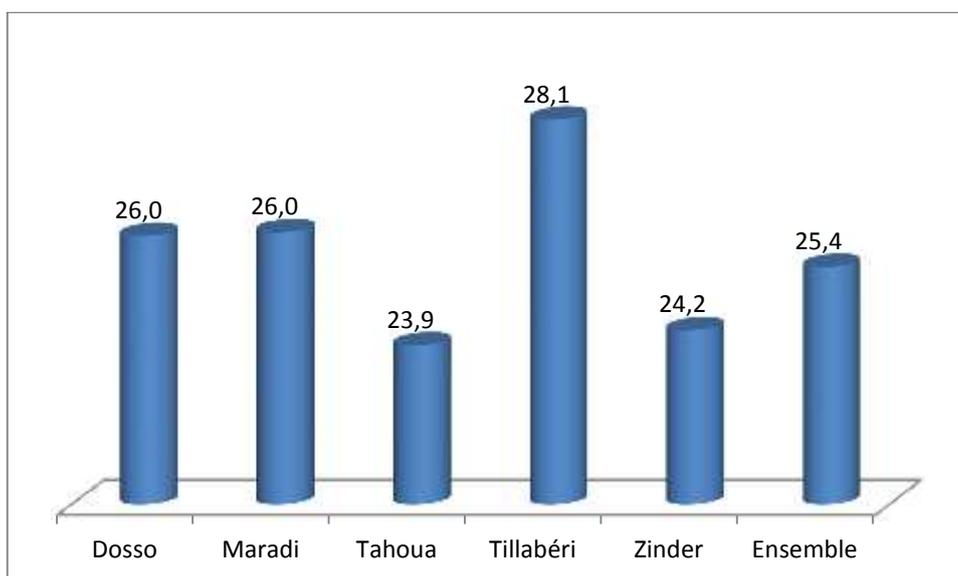
Graphique 10: Temps couvert par la ration DGC en jours



IV.4.2 Temps couvert par la ration de CT (en jours)

Dans l'ensemble, le cash que reçoivent les ménages bénéficiaires couvre 25,4 jours en moyenne à partir du jour de réception. Le nombre de jours couverts par la ration est maximal à Tillabéri (28,1 jours) et minimal à Tahoua (23,9 jours).

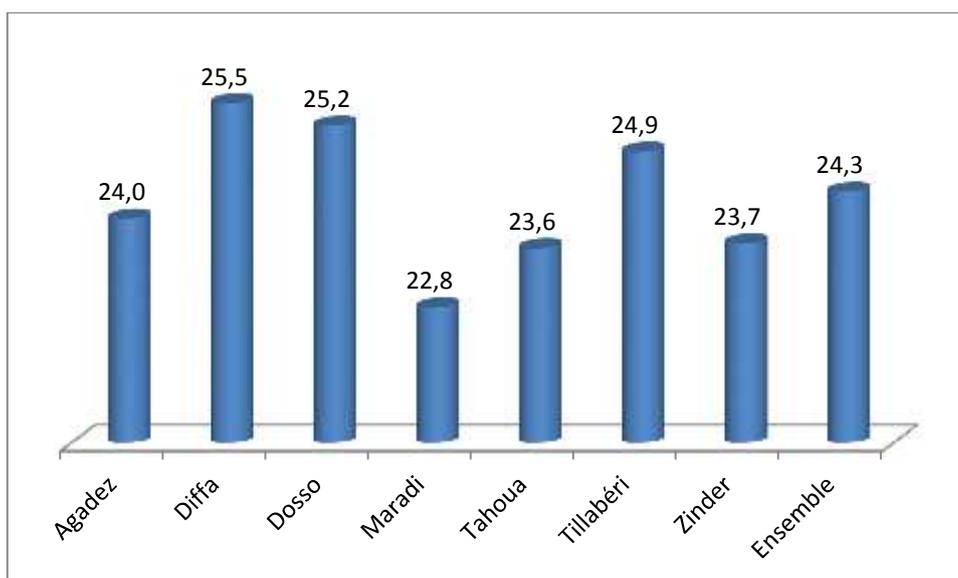
Graphique 11: Temps couvert par la ration CT



IV.4.3. Temps couvert par la ration BF enfant (en jours)

Le nombre de jours couverts par la ration BF enfant à partir du jour de réception est en moyenne de 24,3. Cette moyenne varie de 22,8 jours à Maradi à 25,5 jours à Diffa.

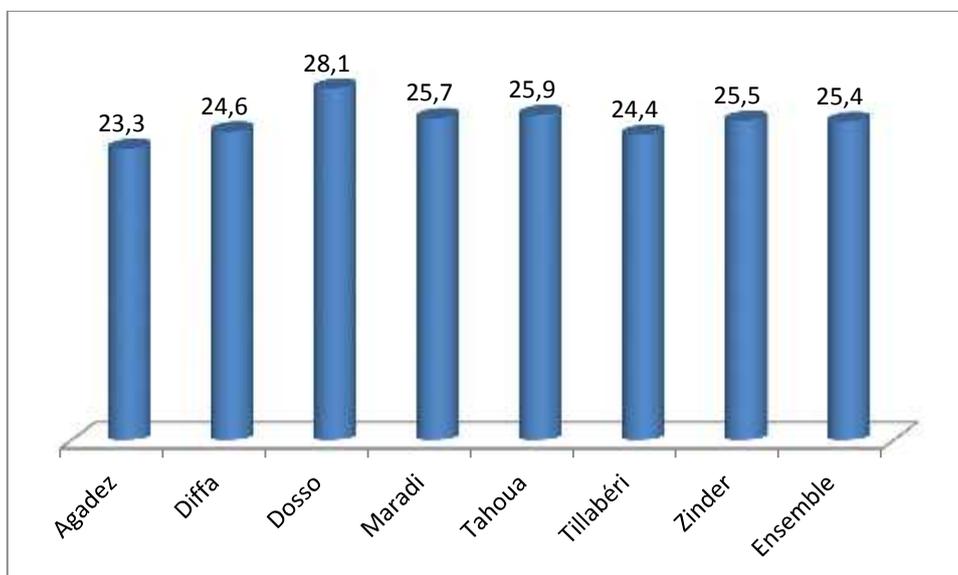
Graphique 12: Temps couvert par la ration BF enfant



IV. 4.4 Temps couvert par la ration BF femme (en jours)

Le graphique n°13 ci-dessous fait ressortir que la ration BF des femmes allaitantes ou enceintes couvre en moyenne 25,4 jours au niveau national. Le nombre de jours couverts par la ration varie suivant les régions. Il est de 28,1 jours à Dosso 24,4 jours à Tillabéri et seulement 23,3 jours à Agadez.

Graphique 13: Temps couvert par la ration BF femme



IV.5. Fréquence de ravitaillement des ménages

Le tableau n°11 ci-dessous révèle que, lorsque le CT est alloué à l'achat de vivres, la grande partie des ménages (45,1%) se ravitaillaient mensuellement ; 23,5 % faisaient leur ravitaillement quotidiennement et 21,7 % chaque semaine. Ce ravitaillement varie cependant selon les régions. En effet, si à Dosso (84,6%), Tillabéri (58,9%) et Tahoua (40,7%), les ménages bénéficiaires de cash se ravitaillaient majoritairement mensuellement, il n'en demeure pas moins qu'à Maradi les ménages se procuraient les vivres par semaine et à Zinder quotidiennement.

Tableau 11: Fréquence de ravitaillement des ménages

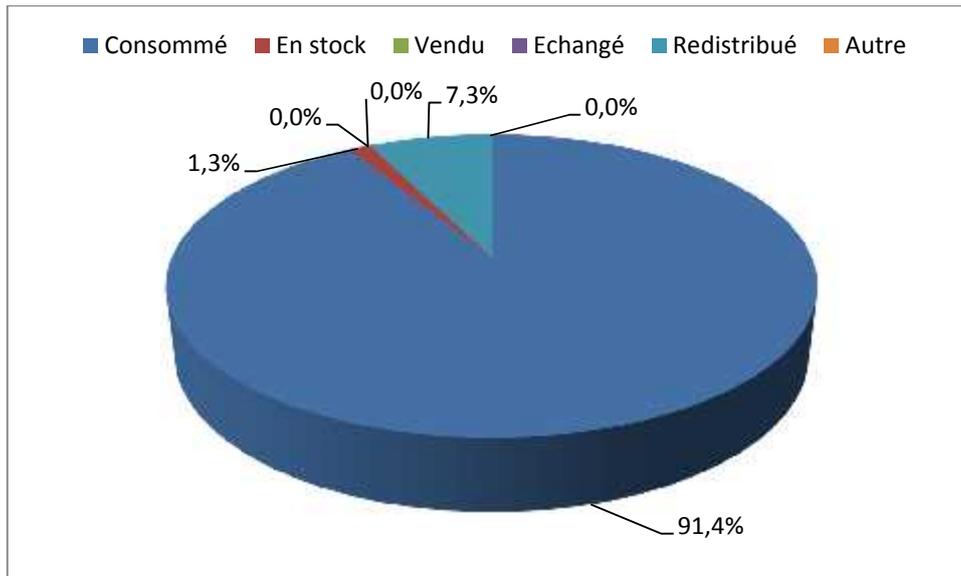
		Quotidien	Semaine	Quinzaine	Mensuel	Trimestriel
Dosso	Effectif	9	15	21	247	0
	%	3,1	5,1	7,2	84,6	0,0
Maradi	Effectif	82	131	9	50	13
	%	28,8	46,0	3,2	17,5	4,6
Tahoua	Effectif	80	34	31	100	1
	%	32,5	13,8	12,6	40,7	0,4
Tillabéri	Effectif	28	30	11	99	0
	%	16,7	17,9	6,5	58,9	0,0
Zinder	Effectif	120	85	47	117	0
	%	32,5	23,0	12,7	31,7	0,0
Ensemble	Effectif	319	295	119	613	14
	%	23,5	21,7	8,8	45,1	1,0

IV.6. Utilisation de la dernière ration de BF

IV.6.1 Utilisation de la dernière ration enfant de BF

Les résultats de l'enquête présentés dans le graphique 12 ci-dessous montrent que la dernière ration enfant de Blanket Feeding a été pratiquement consommée au moment du passage des agents enquêteurs. En effet, 91,4% de la quantité reçue a été consommée et 7,3 % était redistribuée à d'autres ménages, au moment de la collecte.

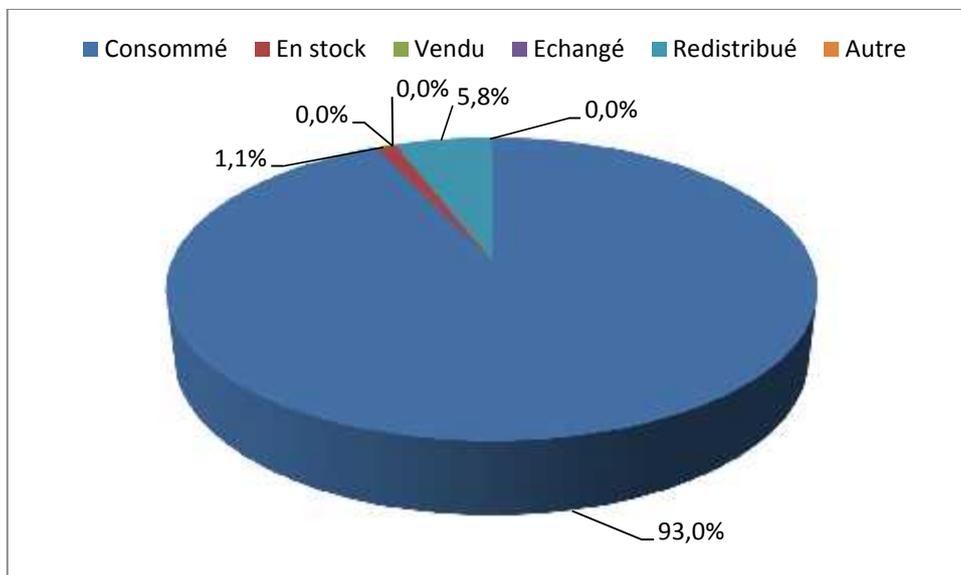
Graphique 14: Utilisation de la dernière ration enfant de BF



IV.6.2. Utilisation de la dernière ration femme de BF

S'agissant de la ration BF des femmes enceintes ou allaitantes, 93 % a été déjà consommée et 5,81% était redistribuée à d'autres ménages.

Graphique 15: Utilisation de la dernière ration femme de BF



IV.7. Consommation de la dernière ration enfant BF

D'après les résultats du tableau n°12 ci-dessous, dans la consommation de la ration enfant de BF, en moyenne 76,7 % est revenue à l'enfant cible. Cette moyenne est au-delà de 70 % dans toutes les régions et atteint même 84,9 % à Tillabéri.

Tableau 12: Consommation de la dernière ration enfant BF

		part moyenne consommée par l'enfant cible	les autres consommateurs de la ration enfant		
			Les autres enfants du ménage	Les autres enfants et leurs mamans	Tout le ménage
Agadez	Effectif	70,6	112	57	18
	%		59,9	30,5	9,6
Diffa	Effectif	73,1	223	50	30
	%		73,6	16,5	9,9
Dosso	Effectif	76,6	199	36	6
	%		82,6	14,9	2,5
Maradi	Effectif	81,3	133	47	46
	%		58,8	20,8	20,4
Tahoua	Effectif	75,6	154	69	22
	%		62,9	28,2	9,0
Tillabéri	Effectif	84,9	254	24	3
	%		90,4	8,5	1,1
Zinder	Effectif	71,4	175	65	46
	%		61,2	22,7	16,1
Ensemble	Effectif	76,7	1250	348	171
	%		70,7	19,7	9,7

Selon les résultats du même tableau, lorsque l'enfant cible n'est pas le seul consommateur de la ration, pour 70,7 % des ménages, ce sont les autres enfants du ménage qui l'ont consommée ; pour 19,7 %, ce sont plutôt les autres enfants et leurs mamans et pour 9,7 % c'est tout le ménage qui a consommé la ration.

IV.8. Personne ayant décidé de l'utilisation de la dernière ration enfant de BF

Selon les données du tableau n°13, dans toutes les régions, le choix de l'utilisation de la dernière ration enfant de BF émanait majoritairement des épouses des chefs de ménages. C'est le cas au plan national pour 61 % des ménages. Dans 23,4 % des ménages, ce sont les chefs de ménages qui ont pris la décision et dans 13,3 %, le choix de l'utilisation a été conjointement fait par le chef de ménage et son épouse.

Tableau 13: Personne ayant décidé de l'utilisation de la dernière ration enfant de BF

		Chef de ménage	Épouse du CM	Le CM et son épouse	Autre
Agadez	Effectif	100	121	32	0
	%	39,5	47,8	12,6	0,0
Diffa	Effectif	75	301	38	8
	%	17,8	71,3	9,0	1,9
Dosso	Effectif	120	187	71	9
	%	31,0	48,3	18,3	2,3
Maradi	Effectif	55	228	55	2
	%	16,2	67,1	16,2	0,6
Tahoua	Effectif	99	220	29	8
	%	27,8	61,8	8,1	2,2
Tillabéri	Effectif	74	304	63	23
	%	15,9	65,5	13,6	5,0
Zinder	Effectif	87	227	58	8
	%	22,9	59,7	15,3	2,1
Ensemble	Effectif	610	1588	346	58
	%	23,4	61,0	13,3	2,2

IV.9. Insuffisance de la ration BF enfant et motifs

Les données du tableau n°14 ci-dessous montrent que 45% des ménages bénéficiaires de la ration BF enfant trouvent la quantité distribuée insuffisante. Cette proportion varie d'une région à une autre. Ainsi, elle est de 10,5% à Maradi contre 66,6% à Tillabéri.

Tableau 14: Insuffisance de la ration BF enfant et motifs

		BF insuffisant	Motif de l'insuffisance du BF					
			Ne tient pas compte des besoins des enfants cibles	Partage avec voisins	L'enfant mange plus que prévu	Partage avec les autres enfants du ménage	Tout le ménage a consommé	Autre
Agadez	Effectif	74	13	3	15	27	16	0
	%	29,2	17,6	4,1	20,3	36,5	21,6	0,0
Diffa	Effectif	232	17	3	47	128	36	1
	%	55,0	7,3	1,3	20,3	55,2	15,5	0,4
Dosso	Effectif	151	7	17	61	55	7	4
	%	39,0	4,6	11,3	40,4	36,4	4,6	2,6
Maradi	Effectif	105	2	5	12	37	43	6
	%	30,9	1,9	4,8	11,4	35,2	41,0	5,7
Tahoua	Effectif	103	12	3	9	68	10	1
	%	28,9	11,7	2,9	8,7	66,0	9,7	1,0
Tillabéri	Effectif	309	96	32	59	71	49	2
	%	66,6	31,1	10,4	19,1	23,0	15,9	0,6
Zinder	Effectif	197	19	6	37	96	33	6
	%	51,8	9,6	3,0	18,8	48,7	16,8	3,0
Ensemble	Effectif	1171	166	69	240	482	194	20
	%	45,0	14,2	5,9	20,5	41,2	16,6	1,7

C'est donc à Tillabéri que l'on retrouve le plus de ménages estimant que la ration enfant de BF est insuffisante pour les besoins d'un mois de l'enfant.

Le partage de la ration avec les autres enfants du ménage est le principal motif qui explique le fait que la ration ne suffit pas à l'enfant cible pendant un mois. C'est en effet la raison évoquée par 41,2 % des ménages. Pour 20,5 % des ménages, l'insuffisance tient du fait que l'enfant mange plus que prévu; pour 16,6 % c'est parce que la ration était consommée par tout le ménage et pour 14,4 % c'est parce que la ration ne tient pas compte des besoins des enfants cibles.

IV.10.Type de préparation faite de la ration BF enfant

Il ressort des données du tableau n°15 ci-dessous qu'au niveau national, 52,3 % des ménages préparent le supercéréale sous forme de bouillie pour faire consommer l'enfant alors que 42,5 % le donnent à l'enfant sans aucune préparation. Dans les régions de Tillabéri et de Dosso, on observe tout de même une tendance contraire. Dans ces deux régions, c'est la consommation du CSB++ sec qui est dominante avec des proportions de ménages respectives de 69,6 % et 55 %.

Tableau 15: Type de préparation faite de la ration BF enfant

		Bouillie de CSB++	CSB++ sec	Pate de CSB++	Autre
Agadez	Effectif	123	111	16	3
	%	48,6	43,9	6,3	1,2
Diffa	Effectif	244	154	15	9
	%	57,8	36,5	3,6	2,1
Dosso	Effectif	163	213	2	9
	%	42,1	55,0	0,5	2,3
Maradi	Effectif	253	62	3	22
	%	74,4	18,2	0,9	6,5
Tahoua	Effectif	277	64	10	5
	%	77,8	18,0	2,8	1,4
Tillabéri	Effectif	129	323	6	6
	%	27,8	69,6	1,3	1,3
Zinder	Effectif	172	179	6	23
	%	45,3	47,1	1,6	6,1
Ensemble	Effectif	1361	1106	58	77
	%	52,3	42,5	2,2	3,0

Lorsque le CSB++ est donné à l'enfant sous forme de bouillie, le tableau suivant montre que pour 52,4 % des ménages, la bouillie est préparée deux fois par jour à l'enfant cible. Pour 35,5 % des ménages, la bouillie est préparée trois fois, plus de trois fois pour 2,4 % des ménages et une seule fois pour 9,7 % des ménages.

Dans toutes les régions, on dénombre plus de ménages qui préparent la bouillie deux fois par jour à l'enfant cible sauf à Maradi où la majorité des ménages (60,1 %) préparent la bouillie trois fois par jour à l'enfant cible.

Tableau 16: Fréquence journalière de préparation de la bouillie pour l'enfant

		Une fois	Deux fois	Trois fois	Plus de trois fois
Agadez	Effectif	20	72	30	1
	%	16,3	58,5	24,4	0,8
Diffa	Effectif	13	135	93	3
	%	5,3	55,3	38,1	1,2
Dosso	Effectif	47	81	28	7
	%	28,8	49,7	17,2	4,3
Maradi	Effectif	5	89	152	7
	%	2,0	35,2	60,1	2,8
Tahoua	Effectif	15	190	65	7
	%	5,4	68,6	23,5	2,5
Tillabéri	Effectif	24	63	40	2
	%	18,6	48,8	31,0	1,6
Zinder	Effectif	8	83	75	6
	%	4,7	48,3	43,6	3,5
Ensemble	Effectif	132	713	483	33
	%	9,7	52,4	35,5	2,4

IV.11. Type de préparation faite de la ration BF femme

Selon les résultats du tableau n°16 ci-dessous, au plan national, la ration BF des femmes allaitantes ou enceintes a été consommée sous forme de bouillie de CSB+ et d'huile pour 39 % des ménages ; sous forme de bouillie pour 25,2 % des ménages ; sous forme de CSB+ sec pour 13,7 % des ménages et sous forme de couscous avec feuilles pour 15,6 % des ménages.

Tableau 17: Type de préparation faite de la ration BF femme

		Bouillie de CSB+ et d'huile	Bouillie CSB+	CSB+ sec	Pate avec sauce	Couscous avec feuilles	Autre
Agadez	Effectif	23	16	26	2	1	0
	%	33,8	23,5	38,2	2,9	1,5	0,0
Diffa	Effectif	64	49	30	1	1	0
	%	44,1	33,8	20,7	0,7	0,7	0,0
Dosso	Effectif	21	11	12	1	39	0
	%	25,0	13,1	14,3	1,2	46,4	0,0
Maradi	Effectif	47	8	5	4	4	0
	%	69,1	11,8	7,4	5,9	5,9	0,0
Tahoua	Effectif	54	10	3	6	20	0
	%	58,1	10,8	3,2	6,5	21,5	0,0
Tillabéri	Effectif	14	79	17	18	15	0
	%	9,8	55,2	11,9	12,6	10,5	0,0
Zinder	Effectif	62	11	7	13	34	2
	%	48,1	8,5	5,4	10,1	26,4	1,6
Ensemble	Effectif	285	184	100	45	114	2
	%	39,0	25,2	13,7	6,2	15,6	0,3

V. Stratégies de survie, d'adaptation et endettement des ménages

Cette partie a trait aux différentes stratégies auxquelles les ménages ont dû recourir pour faire face aux difficultés alimentaires. Il leur a été demandé de préciser ces stratégies et le nombre de jours qu'ils les ont utilisées au cours des sept (7) jours ayant précédé la collecte.

V.1. Les stratégies à court terme

Il s'agit des stratégies utilisées au cours des sept jours précédant l'enquête. Le tableau suivant donne par type de ménage et par stratégie, les proportions de ménages qui en ont fait recours pendant un nombre moyen de jours.

Tableau 18: Les stratégies à court terme

Stratégies adoptées en %	Bénéficiaires		Non bénéficiaires	
Proportion confrontée à des difficultés de se nourrir (%)	6,4		10,1	
	% Utilisateurs	Nb. de jour	% Utilisateurs	Nb. de jour
Consommer des aliments moins préférés et moins chers	84,4	4,5	84,9	4,4
Emprunter de la nourriture auprès des parents, voisins ou amis	42,0	0,9	38,7	0,8
Diminuer la quantité consommée pendant les repas	60,8	2,5	72,6	3,1
Restreindre la consommation des adultes en faveur des plus jeunes	18,4	0,5	25,5	0,7
Diminuer le nombre de repas par jour	33,0	1,1	41,5	1,3
Acheter des vivres à crédit	35,4	0,8	34,0	0,8
Passer une journée entière sans manger par faute de nourriture	5,7	0,1	5,7	0,2
Envoyer un membre de la famille manger ailleurs	9,9	0,2	12,3	0,4
Renoncer au paiement de dettes pour acheter des vivres	16,5	0,3	17,0	0,3
Indice de stratégie	0,7		1,3	

L'on note que 6,4 % des ménages bénéficiaires ont dû adopter une stratégie de survie du fait qu'ils n'avaient pas assez de nourriture et qu'ils ne disposaient pas d'assez d'argent pour en payer, au cours de la période de référence ; la proportion est de 10,1 % pour les ménages non bénéficiaires. Les ménages cibles semblent avoir été moins confrontés à des difficultés alimentaires que les témoins comme le confirme l'indice de stratégie calculé à partir d'une combinaison linéaire des six premières stratégies d'adaptation contenues dans le tableau ci-dessus. Sa valeur est de 0,7 pour les ménages bénéficiaires contre 1,3 pour les non bénéficiaires. Précisons que des valeurs élevées de cet indice témoignent d'une situation de difficultés alimentaires grandissante. Comparativement au deuxième passage de l'enquête¹, ces indicateurs sont largement en baisse. Cela est au moins en partie imputable à la période qui est celle des récoltes pendant laquelle le troisième passage a eu lieu.

En termes d'application des différentes stratégies de survie et d'adaptation, les ménages cibles et témoins présentent des proportions assez proches. Ainsi, indépendamment du type de ménage, la consommation des aliments moins chers

¹ Au deuxième passage, l'indice était de 2,3 pour les 14,7 % de ménages bénéficiaires confrontés à des difficultés alimentaires et de 8,9 pour les 50 % de ménages non bénéficiaires confrontés à des difficultés alimentaires.

et moins préférés a été la stratégie d'adaptation la plus utilisée. Plus de huit (8) ménages sur dix (10) en ont fait recours pendant quatre jours et demi en moyenne au cours de la semaine de référence. Il ressort aussi que 72,6 % des ménages cibles et 60,8 % des ménages témoins ont dû diminuer les quantités habituelles consommées durant trois jours environ et 33 % des ménages cibles et 41,5 % des ménages témoins ont déclaré avoir diminué le nombre de repas par jours pendant un jour.

V.2. Les stratégies à moyen terme et endettement

On détaille ici les stratégies adoptées par les ménages au cours des trente jours précédant l'enquête pour faire face à l'insécurité alimentaire. Le tableau 19 ci-dessus donne par type de ménage et par stratégie, les proportions de ménages qui en ont fait recours pendant un nombre moyen de jours.

Tableau 19: Les stratégies à moyen terme

		Bénéficiaires	Non bénéficiaires
Départ d'actifs	Effectif	7	6
	%	3,3	5,7
Vente d'actifs domestique	Effectif	8	3
	%	3,8	2,8
Vente d'actifs productifs ou moyens de transport	Effectif	0	0
	%	0,0	0,0
Réduction des dépenses non alimentaires	Effectif	87	36
	%	41,0	34,0
Vente d'animaux reproducteurs	Effectif	15	10
	%	7,1	9,4
Désépargne	Effectif	33	15
	%	15,6	14,2
Vente de terre	Effectif	2	1
	%	0,9	0,9
Emprunt d'argent/nourriture	Effectif	17	8
	%	8,0	7,5

Globalement, les ménages ont très peu fait recours aux stratégies de moyen terme par rapport à celles de court terme. On peut tout de même noter que 41 % des ménages cibles ont réduit leurs dépenses non alimentaires contre 34 % pour les ménages témoins. De même, 14,2 % de ces derniers ont procédé à l'utilisation de leur épargne pour des raisons d'insécurité alimentaires contre 15,6 %.

VI. Consommation alimentaire des ménages

Pendant la collecte des données, la consommation alimentaire des ménages a été mise en exergue. On s'était intéressé aux produits alimentaires qu'ils ont consommés au cours de la semaine précédant l'enquête et la fréquence d'utilisation de ces aliments en nombre de jours. Ces données ont été utilisées pour le calcul d'un indice de consommation alimentaire appelé *Food Consumption Score* (FCS). Ce dernier combine les facteurs produits alimentaires et fréquence d'utilisation pour renseigner sur le niveau d'insécurité alimentaire des ménages selon trois groupes constitués : pauvre, limite et acceptable.

Tableau 20: Food Consumption Score des ménages

		Food Consumption Score		
		Pauvre	Limite	Acceptable
Agadez	Effectif	53	80	241
	%	14,2	21,4	64,4
Diffa	Effectif	36	158	463
	%	5,5	24,0	70,5
Dosso	Effectif	198	272	170
	%	30,9	42,5	26,6
Maradi	Effectif	259	144	206
	%	42,5	23,6	33,8
Tahoua	Effectif	179	152	322
	%	27,4	23,3	49,3
Tillabéri	Effectif	108	181	388
	%	16,0	26,7	57,3
Zinder	Effectif	232	291	230
	%	30,8	38,6	30,5
Cible	Effectif	815	955	1545
	%	24,6	28,8	46,6
Témoin	Effectif	250	323	475
	%	23,9	30,8	45,3
Ensemble	Effectif	1065	1278	2020
	%	24,4	29,3	46,3

Les résultats du tableau 20 montrent que 24,6% des ménages cibles avaient une consommation alimentaire pauvre, 28,8% une alimentation limite et 46,6% avaient une consommation alimentaire acceptable au moment de l'enquête. Ces proportions sont respectivement de 23,9 %, 30,8 % et 45,3 % pour les ménages témoins. Cet indicateur montre également que les ménages bénéficiaires étaient

moins vulnérables à l'insécurité alimentaire que leurs homologues témoins. Aussi, ces résultats sont-ils en progrès par rapport au passage précédent. En effet, au deuxième passage, sur l'ensemble des régions, 24,4% des ménages avaient une consommation alimentaire pauvre, 29,3% une alimentation limitée et 46,3% avaient une consommation alimentaire acceptable au moment de l'enquête.

En marge de la qualité de la consommation alimentaire, on s'était également intéressé à l'aspect diversité alimentaire qui ne prend pas en compte le nombre de jours que le produit alimentaire a été consommé. Il s'agit simplement de vérifier si le ménage a eu accès ou non au produit alimentaire en question. Ainsi, le tableau suivant montre que la diversité alimentaire sur la semaine ayant précédé l'enquête est faible pour 39,3 % des ménages cibles, moyenne pour 45,3 % et forte pour 15,4%. Pour les ménages témoins, ces proportions sont respectivement de 39,9 %, 47,5 % et 12,6 %.

Tableau 21: Diversité alimentaire des ménages

		Diversité alimentaire des 7 derniers jours		
		Faible	Moyenne	Forte
Agadez	Effectif	57	236	81
	%	15,2	63,1	21,7
Diffa	Effectif	104	372	181
	%	15,8	56,6	27,5
Dosso	Effectif	429	181	30
	%	67,0	28,3	4,7
Maradi	Effectif	307	213	89
	%	50,4	35,0	14,6
Tahoua	Effectif	275	262	116
	%	42,1	40,1	17,8
Tillabéri	Effectif	247	365	65
	%	36,5	53,9	9,6
Zinder	Effectif	303	370	80
	%	40,2	49,1	10,6
Cible	Effectif	1304	1501	510
	%	39,3	45,3	15,4
Témoin	Effectif	418	498	132
	%	39,9	47,5	12,6
Ensemble	Effectif	1722	1999	642
	%	39,5	45,8	14,7

VII. Prévalence de la malnutrition chez les enfants de 6 à 26 mois

Parmi les objectifs de l'enquête PDM figure l'évaluation de l'état nutritionnel des enfants suivis dans les ménages cibles comme dans les ménages témoins. Le tableau suivant résume l'état nutritionnel de ces enfants.

Tableau 22: États nutritionnels des enfants

		MAG	MAS	MCG	MCS
Agadez	Effectif	21	3	146	59
	%	6,0	0,9	41,5	16,8
Diffa	Effectif	40	9	267	116
	%	7,8	1,8	52,1	22,7
Dosso	Effectif	75	22	220	92
	%	15,2	4,5	44,7	18,7
Maradi	Effectif	80	20	261	105
	%	12,9	3,2	42,0	16,9
Tahoua	Effectif	88	21	219	87
	%	19,0	4,5	47,2	18,8
Tillabéri	Effectif	91	23	318	129
	%	14,1	3,6	49,4	20,0
Zinder	Effectif	78	18	367	198
	%	13,7	3,2	64,3	34,7
Cible	Effectif	390	95	1487	631
	%	12,6	3,1	48,2	20,4
Témoin	Effectif	83	21	311	155
	%	14,6	3,7	54,6	27,2
Ensemble	Effectif	473	116	1798	786
	%	12,9	3,2	49,2	21,5

MAG=malnutrition aigüe globale, MAS= malnutrition aigüe sévère MCG= malnutrition chronique globale MCS= malnutrition chronique sévère

VII.1. Malnutrition aigüe ou émaciation (P/T)

La malnutrition aiguë est évaluée en calculant l'indice Poids/Taille, si celui-ci est en dessous de moins deux (2) écarts-types, on considère que l'enfant est atteint de malnutrition aiguë globale. Si de plus l'indice est inférieur à moins trois (3) écarts-types en dessous de la médiane de la population de référence, l'enfant est considéré comme atteint de la malnutrition aiguë sous sa forme sévère.

De l'analyse du tableau 22, il ressort que 12,6% des enfants cibles souffraient de malnutrition aiguë globale dont 3,1 % sous la forme sévère dépassant ainsi d'un point de pourcentage le taux d'urgence qui est de 2 % selon l'OMS. Dans les ménages

témoins, 14,6 % des enfants avaient la malnutrition aiguë globale dont 3,7 % sous la forme sévère.

Au plan national, la prévalence de la malnutrition aiguë globale est de 12,9 % et la prévalence de la malnutrition sévère de 3,2 %.

VII.2. Prévalence de la malnutrition chronique

Le rapport taille-âge est utilisé pour calculer la prévalence de la malnutrition chronique ou le retard de croissance. C'est un indicateur qui permet de mesurer l'état nutritionnel passé de l'enfant. Selon certains urgentistes, il est aussi considéré comme un proxy de mesure de pauvreté dans un ménage.

Les résultats du tableau ci-dessus révèlent un taux de malnutrition chronique globale de 48,2 % chez les enfants cibles et de 54,6% chez les enfants témoins. La forme sévère touche environ 20,4 % des enfants cibles et 27,2 % des enfants témoins.

Au plan national, la prévalence de la malnutrition chronique est de 49,2 % et la prévalence de la malnutrition sévère de 21,5 %.

VIII. Mortalité rétrospective

Cette partie porte d'une part sur la mortalité brute des ménages et d'autre part sur la mortalité des enfants de 9 à 28 mois résidant dans les ménages bénéficiaires et de 7 à 29 mois résidant dans les ménages non bénéficiaires.

VIII.1. Calcul du taux de mortalité rétrospectif

Le taux de mortalité rétrospective a été calculé en utilisant la méthode décrite dans le module SMART. Nous avons la formule suivante :

$$\text{Tx mortalité} \times \frac{\text{Nombre de décès}}{\frac{\text{Population totale}}{10000} * \text{période rappel}} \quad (\text{décès}/10000/\text{j})$$

Pour cette enquête, la période de rappel était de 92 jours. La population totale correspond à toute la population ou à celle de l'ensemble des enfants concernés selon l'indicateur calculé. De même, le nombre de décès correspond à l'ensemble des décès ou à ceux des enfants concernés selon l'indicateur.

Le tableau ci-dessous donne les taux bruts de mortalité par région et par type de ménage.

Tableau 23: Taux de mortalité

	Taux brut de mortalité	TBM des enfants
Agadez	0,03	0,00
Diffa	0,40	2,68
Dosso	0,48	1,64
Maradi	0,07	0,63
Tahoua	0,18	2,33
Tillabéri	0,51	3,24
Zinder	0,43	2,64
Cible	0,33	1,93
Témoin	0,21	2,15
Ensemble	0,31	1,97

VIII.2. Taux de mortalité brut

Le taux de mortalité brut pour les ménages bénéficiaires est de 0,33 décès/10.000/jour alors qu'il est de 0,21 décès/10.000/jour dans les ménages non bénéficiaires. Sur l'ensemble des régions, le taux est de 0,31 décès/10.000/jour.

VIII.3. Taux de mortalité chez les enfants

Selon le tableau ci-dessus, le taux de mortalité des enfants cibles est de 1,93 décès/10.000/jour et de 2,15 décès/10.000/jour pour les enfants témoins. Au niveau national, le taux est de 1,97 décès/10.000/jour.

On peut préciser que les taux de mortalités sont plus forts que ceux obtenus à l'issue du deuxième passage² de l'enquête.

IX. Morbidité des enfants

Pour estimer la prévalence des maladies diarrhéiques, de la toux et de la fièvre chez les enfants suivis, il a été d'une part demandé aux mères si leurs enfants avaient souffert de ces maladies et d'autre part quelle a été leur réaction en cas de maladie en termes de demande de conseils ou de recherche de traitements. Le tableau suivant donne les prévalences des différentes maladies.

² Au deuxième passage, pour les ménages cibles, le taux de mortalité brut était de 0,17 décès/10.000/jour et celui des enfants de 0,09 décès/10.000/jour. Pour les ménages témoins, ces taux étaient respectivement de 0,15 et de 0,00 décès/10.000/jour.

Tableau 24: Morbidité des enfants

	Nb. total d'enfants		Diarrhée	Fièvre	Toux
Agadez	282	% Malade	25,5	27,7	24,5
		% Demande soin	77,8	76,9	75,4
Diffa	484	% Malade	29,8	36,8	27,9
		% Demande soin	86,8	85,4	83,7
Dosso	499	% Malade	33,5	54,5	44,7
		% Demande soin	80,2	88,2	81,6
Maradi	455	% Malade	18,7	30,8	12,1
		% Demande soin	77,6	92,1	72,7
Tahoua	467	% Malade	35,1	39,6	19,9
		% Demande soin	80,5	88,1	83,9
Tillabéri	637	% Malade	25,3	35,3	15,4
		% Demande soin	81,4	80,4	77,6
Zinder	557	% Malade	26,0	40,8	9,5
		% Demande soin	93,8	93,8	92,5
Cible	2833	% Malade	27,7	38,7	21,0
		% Demande soin	83,4	88,0	81,7
Témoin	548	% Malade	28,1	38,1	23,9
		% Demande soin	82,5	82,8	79,4
Ensemble	3381	% Malade	27,7	38,6	21,5
		% Demande soin	83,2	87,2	81,3

L'analyse du tableau 24 montre que parmi les enfants des ménages bénéficiaires, 27,7 % ont souffert de la diarrhée, 38,7 % ont souffert de la fièvre et 21 % s'ont souffert de la toux au cours de la période de référence. Pour les enfants des ménages non bénéficiaires, ces prévalences sont respectivement de 28,1 %, 38,1 % et 23,9 %.

Interrogées sur leurs réactions en cas de survenance de ces maladies, au moins huit (8) femmes sur dix (10) déclarent avoir demandé des conseils ou cherché un traitement pour l'enfant malade.

CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

Le Gouvernement du Niger, avec l'appui technique et financier de ses partenaires, vient en aide aux populations les plus vulnérables à l'insécurité alimentaire et lutte contre la malnutrition des enfants. Dans ce cadre, au cours de cette année 2013, le Programme Alimentaire Mondial (PAM) a procédé à des distributions de vivres et de cash afin d'aider ces populations. En vue d'évaluer ces interventions et leurs impacts, une enquête se déroulant en trois (3) passages, dénommée enquête Post Distribution Monitoring (PDM) est menée annuellement par l'Institut National de la Statistique (INS). Le présent rapport est celui du troisième (3^{ème}) et dernier passage de cette enquête PDM réalisée en 2013. Les principaux résultats à retenir sont les suivants :

S'agissant de l'accès aux aides alimentaires du PAM et leur utilisation

- 52,6 % des ménages cibles ont bénéficié de la ration DGC ; 41 % ont reçu le CT et 78,3 % ont bénéficié du BF ;
- 93,7 % des ménages DGC, 49,8 % des ménages CT et 71,9 % des ménages BF ont reçu leur ration quatre fois ;
- Au moins 75 % des ménages n'avaient pas bénéficié de l'huile de la ration BF des femmes ;
- La moitié des bénéficiaires CT a reçu moins de 32 500F et seulement 25 % ont reçu plus de 37 200F ;
- 66,9 % des ménages bénéficiaires de DGC/BF et 57,4 % des ménages bénéficiaires de CT/BF mettent moins d'une heure pour rallier le site de distribution ;
- 86,8 % des céréales, 93,9 % des légumineuses et 96,4 % de l'huile étaient déjà consommés au moment de la collecte ;
- Pour 97,6 % des bénéficiaires de CT, l'achat de vivres constitue la première priorité ;
- 91,4% de la ration BF enfant et 93 % de la ration BF femme étaient déjà consommés au moment de la collecte ;
- En moyenne, la DGC couvre 25,7 jours, le CT couvre 25,4 jours, le BF enfant couvre 24,3 jours et le BF femme couvre 25,4 jours ;

🌈 Concernant les stratégies de survie et consommation alimentaires des ménages :

- 6,4% des ménages bénéficiaires et 10,1 % des non bénéficiaires ont dû adopter une stratégie de survie du fait qu'ils n'avaient pas eu de nourriture et qu'ils ne disposaient pas d'assez d'argent pour en payer, au cours de la semaine de référence ;
- Indépendamment du type de ménages, la consommation des aliments moins chers et moins préférés a été la stratégie d'adaptation la plus utilisée. Plus de huit ménages sur dix en ont fait recours pendant quatre jours et demi en moyenne au cours de la période de référence ;
- 24,6% des ménages cibles avaient une consommation alimentaire pauvre, 28,8% une alimentation limitée et 46,6% avaient une consommation alimentaire acceptable au moment de l'enquête. Ces proportions sont respectivement de 23,9 %, 30,8 % et 45,3 % pour les ménages témoins.

🌈 Pour ce qui est de la prévalence de la malnutrition chez les enfants de 6 à 23 mois:

- 12,6 % des enfants cibles souffraient de malnutrition aiguë globale dont 3,1 % sous la forme sévère. Dans les ménages témoins, 14,6 % des enfants avaient la malnutrition aiguë globale dont 3,7 % sous la forme sévère ;
- Le taux de malnutrition chronique globale est de 48,2 % chez les enfants cibles et de 54,6% chez les enfants témoins. La forme sévère touche environ 20,4 % des enfants cibles et 27,2 % des enfants témoins.

🌈 Pour ce qui est de la mortalité rétrospective et de la morbidité des enfants

- Le taux de mortalité brut pour les ménages bénéficiaires est de 0,33 décès/10.000/jour et de 0,21 décès/10.000/jour dans les ménages non bénéficiaires ;
- Le taux de mortalité des enfants cibles est de 1,93 décès/10.000/jour et de 2,15 décès/10.000/jour pour les enfants témoins ;
- Parmi les enfants des ménages bénéficiaires, 27,7 % ont souffert de la diarrhée, 38,7 % ont souffert de la fièvre et 21 % s'ont souffert de la toux au cours de la période de référence. Pour les enfants des ménages non

bénéficiaires, ces prévalences sont respectivement de 28,1 %, 38,1 % et 23,9 %.

Au regard de ces différents résultats, on peut formuler les recommandations suivantes :

- rendre effective la distribution de toutes les denrées en particulier l'huile à l'ensemble des bénéficiaires ;
- revoir à la hausse les quantités et montants distribués pour qu'ils puissent effectivement couvrir les besoins alimentaires mensuels des ménages ;
- entreprendre des stratégies permettant de ne destiner la ration BF enfant qu'à l'enfant cible, en prenant en compte les besoins des autres membres des ménages ;
- repenser les types d'assistance en mettant l'accent sur les appuis conduisant à des actions durables génératrices de revenus, aussi bien pour les ménages vulnérables que pour l'ensemble de la communauté.